



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

LE GRAND CERCLE DES VINS DE BORDEAUX

62 Quai du Priourat
33500 LIBOURNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS** **Exercice clos le 31 décembre 2024**

Dossier suivi par Sébastien CRUEGE et Valérie GELINAUD
Commissaires aux Comptes



Paris
Rouen
Rennes
Le Havre
Bordeaux
Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

**LE GRAND CERCLE
DES VINS DE BORDEAUX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre du programme de promotion des vins sur les marchés des pays tiers à l'Union Européenne, votre Association bénéficie pour l'année 2024 d'une subvention France Agrimer comptabilisée comme telle en créance à hauteur de 72 000 €.

Nous nous sommes assurés, compte tenu des informations dont nous disposons à la date du présent rapport, du bien-fondé de cette créance au regard des dépenses éligibles qui ont été engagées au cours de l'exercice 2024 et du taux de prise en charge de ces dernières tel que fixé dans la convention de financement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les énonciations d'ordre financier qui seraient formulées dans le rapport du trésorier, celui-ci ne nous ayant pas été communiqué.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

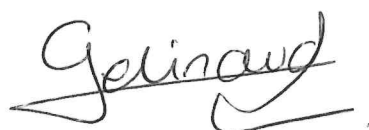
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 19 mai 2025
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Valérie GELINAUD
Commissaire aux comptes



Sébastien CRUEGE
Commissaire aux comptes associé



Bilan

Compte
de
Résultat

Annexe

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 235	1 235		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	15 378	14 881	498	1 638
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)		16 613	16 115	498	1 638
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	108 579	7 444	101 136	77 908
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	90 142		90 142	30 573
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	65 073		65 073	110 424
	Charges constatées d'avance	116 227		116 227	108 254
	TOTAL (II)	380 021	7 444	372 577	327 159
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	396 634	23 559	373 075	328 797
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	190 624	190 624
	Autres		
	Report à nouveau	(91 333)	8 471
	Excédent ou déficit de l'exercice	(32 373)	(99 804)
	Total des fonds propres (situation nette)	66 918	99 291
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	66 918	99 291
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	40 000	40 000
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 533	59 936
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	30 748	24 413
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	53 436	53 511
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	114 439	51 646
	Total des dettes	306 157	229 506
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	373 075	328 797
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(32 372,96)	(99 804,48)
	(1) Dont à moins d'un an	306 157	229 506
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	280 854	276 602
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	156 547	180 700
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	71 800	24 199
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 829	17 505
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7	460
Total des produits d'exploitation		518 037	499 466
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	290	
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	441 604	484 315
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 537	1 185
	Salaires et traitements	65 017	66 824
	Charges sociales	23 716	23 557
	Dotation aux amortissements et dépréciations	8 584	1 154
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	8 985	22 151
	Total des charges d'exploitation	550 733	599 187
RESULTAT D'EXPLOITATION		(32 696)	(99 721)

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(32 696)	(99 721)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	323	2
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		323	2
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		85
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			85
RESULTAT FINANCIER		323	(83)
RESULTAT COURANT avant impôts		(32 373)	(99 804)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		518 360	499 467
TOTAL DES CHARGES		550 733	599 272
EXCEDENT ou DEFICIT		(32 373)	(99 804)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Mission de présentation

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Préambule

au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2024** dont le total est de **373 075 euros** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **518 360 euros** et un total charges de **550 733 euros** dégageant ainsi un résultat de **-32 373 euros**.

L'exercice a une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**.

Les notes ou tableaux, ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Principes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC N°2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui réforme le règlement CRC 99-01

Conformément aux nouvelles dispositions de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 il convient de décrire :

- L'objet social de l'entité : la promotion, la mise en valeur des crus de ses membres issus des terroirs du vignoble de Bordeaux.

- La nature et le périmètre des activités réalisées : actions de promotion sur le territoire national et à l'international

- Les moyens mis en oeuvre :

- L'organisation de tout événement permettant de réunir les professionnels et/ou amateurs du secteur viticole et vitivinicole permettant d'assurer la promotion des crus de ses membres, notamment par l'organisation de dégustations de vins des adhérents au profit des professionnels du secteur viticole et vitivinicole et du grand public

- l'organisation de dégustation de vins de ses membres au profit des professionnels de la presse

- L'organisation de toute action permettant de réunir ses adhérents notamment dans le cadre de formations, de voyages aux fins d'accroître leurs connaissances et pratiques dans le secteur viticole

- Développer toute activité concourant à la réalisation de son objet

- Conclure tout partenariat permettant de concourir directement ou indirectement à l'objet social de l'association

- Constituer toute structure nécessaire à la réalisation de son objet social

- La participation, le soutien, la coopération, la promotion sous toutes ses formes à des structures publiques ou privées, nationales ou internationales qui concourent de façon directe ou indirecte à son objet ou à la valorisation des actifs de l'association

- La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation

L'acquisition, la gestion de tout patrimoine corporel ou incorporel, mobilier ou immobilier qui concoure de façon directe ou indirecte à son objet ou à la valorisation des actifs de l'association.

Contributions volontaires en nature et mises à disposition gratuites : L'association ne bénéficie d'aucune mise à disposition de matériel et de personnel. Tous les membres du conseil d'Administration sont bénévoles dans l'exercice de leurs fonctions.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et selon les principes de base suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

Règles et Méthodes Comptables

Faits significatifs de l'exercice

Néant.

Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (en tenant comptes des options précisées ci-dessus) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation prévue propre à chaque bien ou composant (en tenant comptes des options précisées ci-dessus).

Des amortissements dérogatoires sont enregistrés pour la fraction d'amortissements ne correspondant pas à l'objet normal des amortissements pour dépréciation.

Les biens pouvant faire l'objet de décomposition ont été retraités conformément à PCG 311-2, dès lors qu'ils étaient composés d'éléments distincts procurant des avantages économiques selon un rythme différent. Un plan d'amortissement propre à chaque composant a été établi.

Les durées d'amortissements sont les suivantes :

Matériel mobilier de bureau	3 à 5 ans
Matériel de salon	2 ans

Dépréciations

La dépréciation d'un actif est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable pour les immobilisations corporelles et incorporelles et à sa valeur d'entrée pour les autres actifs.

Règles et Méthodes Comptables

Engagements sociaux

Indemnité de retraite

La provision pour indemnité de retraite et avantages similaires évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires en fin de carrière (norme IAS 19) n'a pas été comptabilisée et figure dans les informations chiffrées de l'annexe (Code de Commerce art. L 123-13 et PCG art. 335-1).

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de PBO (Projected Benefit Obligation). Le PBO représente la valeur actuelle des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ en retraite, des probabilités de turn-over et de survie.

Les hypothèses actuarielles retenues sont :

- Âge de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de croissance des salaires : 1%
- Taux d'actualisation : 3.36%

Autres informations portées à la connaissance des tiers :

Une convention a été conclue entre FranceAgriMer et l'association Grand Cercle des Vins de Bordeaux relative au soutien d'un programme pour la promotion hors de l'Union Européenne, de vins bénéficiant notamment d'une appellation d'origine protégée.

Sur l'exercice 2024 l'association a déposé un dossier de demande de subventions auprès de France Agrimer pour un montant de 72 000.00 € comptabilisé en subvention .

Créance estimée sur FranceAgriMer au 31 décembre 2024 (448700) : 72 000.00 €

Autres informations sur le compte de résultat

les cotisations sont constatées dans les comptes à l'émission des factures soit en engagement .

Cotisations appelées (compte 756200)

cotisations des adhérents 280 853.91 €

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	1 235					1 235
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 235					1 235
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	15 378					15 378
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		15 378					15 378
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		16 613					16 613

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	1 235			1 235
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 235			1 235
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	13 740	1 140		14 881
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 740	1 140		14 881
TOTAL		14 975	1 140		16 115

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	8 829	7 444	8 829	7 444
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	8 829	7 444	8 829	7 444
TOTAL GENERAL		8 829	7 444	8 829	7 444
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			7 444	8 829	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux	17 865	17 865	
	Autres créances clients, usagers	90 714	90 714	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	17 135	17 135	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	72 000	72 000	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 008	1 008	
	Charges constatées d'avance	116 227	116 227	
	TOTAL DES CREANCES	314 948	314 948	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	40 000	40 000		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	67 533	67 533		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	3 584	3 584		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 193	5 193		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	21 816	21 816		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	155	155		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	53 436	53 436		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	114 439	114 439		
	TOTAL DES DETTES	306 157	306 157		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		72 000
Autres créances		72 000
FRANCE AGRIMER	72 000	

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		68 113
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		14 460
FRS FACT NON PARVENUES	14 460	
Dettes fiscales et sociales		5 021
DETTES PROVISIONNEES SUR C.P.	3 584	
TAXE APPRENTISSAGE LIBERATOIRE	58	
CHARGES SOCIALES SUR C.P.	1 379	
Autres dettes		48 631
ADHERENTS AVOIRS A ETABLIR	48 631	

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION appel de fonds pour salons 2025		114 439	114 439
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			114 439

Engagements financiers

31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties Cautions bancaires		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés IDR	1 586	
	1 586	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	1 586	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	190 624				190 624
Autres réserves					
Report à nouveau	8 471	(99 804)			(91 333)
Excédent ou déficit de l'exercice	(99 804)	99 804		32 373	(32 373)
Situation nette	99 291			32 373	66 918
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	99 291			32 373	66 918